

Forum Rwandais

Nous dirons la vérité..... même si elle blesse!

Espace d'expression pour construire l'avenir du Rwanda
Bulletin du Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda
N° 17 Février 2002

Éditorial

Le « Rwanda nouveau » ou chronique d'un gâchis total annoncé !

Le processus dit "de réconciliation et de démocratisation" est officiellement en cours au Rwanda. Mais en réalité, qu'en est-il ? En fait, ce processus tient lieu plus d'affichage que de volonté politique réelle de construire un Etat de droit et de donner aux pauvres rwandais leur dignité. Sous tous ses angles, ce processus cher au régime du général-président Paul KAGAME a presque échoué. Il est malmené de tous côtés. D'une part, il est malmené par les extrémistes tutsi et, en tête, tous les groupes de délateurs dont "Ibuka" (souviens-toi!) et certains éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise qui croient toujours qu'"entre deux extrémismes, c'est l'exclusion" et, d'autre part, par les opposants démocrates qui font prendre, jour pour jour, le régime du FPR en flagrant délit d'ineptie et d'impéritie.

Le Pouvoir du FPR n'a plus d'interlocuteurs. Il n'a que des ennemis, ces adversaires politiques, républicains démocrates et, dans une moindre mesure, les "monarchistes constitutionnels", qui le clouent au pilori. Les dirigeants du régime FPR, qui ont quelques points communs avec les "monarchistes constitutionnels", naviguent en eau trouble et poursuivent leur rejet des lois élémentaires et des valeurs de la République. Comment peut-on croire en leur probité et intégrité, en leur honnêteté intellectuelle et leurs convictions démocratiques? C'est presque bonnet blanc, blanc bonnet! Ils s'emploient tous, par leurs arguments purement criminalistiques, pêle-mêle, à saper les principes d'égalité devant la loi, à amputer les droits du Parlement, à saper la notion de la sécurité publique par un terrorisme multidimensionnel, à offrir des primes au mensonge et à la violence politiques, à ratisser large la fracture politico-sociale au sein de la société rwandaise et à miner le principe sacré de la séparation des pouvoirs. Car, quoique l'on dise, la démocratie ne naît pas en un seul jour. Même des pays comme la France et les États-Unis d'Amérique ont eux aussi traîné en chemin.

Certes, toutes les libertés civiles et politiques n'ont pas eu au Rwanda le temps nécessaire pour y créer une véritable assise démocratique, à travers notamment l'éducation. Mais l'économie relativement prospère de ce pays enclavé, un des piliers des avancées démocratiques, par rapport aux pays voisins, y galopait à une vitesse appréciable. Peu importait donc ce Rwanda, accusé à tort de ne pas vouloir se démocratiser, que des criminels assoiffés de sang et de pouvoir, ont conquis en le détruisant matériellement et moralement! Ce "Rwanda raciste" qui, perdu dans les faubourgs de la démocratie, a renoué avec l'inhumanité que les jugements et les regards démocratiques ne veulent plus fustiger, n'aura jamais rien à envier au "Rwanda nouveau" du Général Paul Kagame. Celui-ci n'a rien compris et ne comprendra jamais! Tant qu'il avait empêtré le Rwanda dans une guerre civile atroce, ce chef de guerre devait savoir qu' "on ne tire pas sur une Ambulance!"

Sommaire

<i>Le "Rwanda nouveau" ou chronique d'un gâchis total annoncé</i>	1
<i>Le RDR vous souhaite Meilleurs Voeux pour l'Année 2002</i>	2
<i>Rwanda: quand l'ingérence étrangère impose une tyrannie excessive et suicidaire.</i>	3
<i>Condoléances au gouvernement et au Peuple Congolais.</i>	7
<i>Mettre fin à la confusion des Pouvoirs : Une des approches pour sortir le Rwanda de la crise</i>	9

La paix relative qui règne au Rwanda du général-président Paul Kagame est une paix des cimetières. La paix y est ethnique, l'argent public est aussi ethnique mais surtout propriété d'un cercle réduit entretenant cette omerta rwandaise qui couvre un potentiel de violence mal contenue. Le pouvoir n'en démord pas et tout dépend depuis, pour durer, de l'aide et des puissances étrangères

qui ont encore tout intérêt à calmer le jeu en cautionnant l'imposition au Peuple d'une formule de transition violente en solo. Le peuple est victime de deux attitudes simultanées: la première est celle du rejet et de la répression aveugle de la part du régime FPR, la seconde est celle de la compassion et de la charité de la communauté internationale qui ferme les yeux au nom du "génocide contre la minorité Tutsi". Au nom du politiquement correct, personne ne veut considérer cette dualité qui fait que l'on peut être à la fois victime de l'intégrisme ethnique et être soi-même ethniste ou raciste. La bipolarisation de la société rwandaise s'en sort ragaillardie!

Le gâchis est presque total. Il fait mal, très mal au Rwanda et aux Rwandais. Le Président Paul Kagame et son Armée Patriotique Rwandaise (APR) poursuivent leurs opérations de nettoyage politico-ethnique qui leur permettent d'assouvir un désir de vengeance et d'extermination. Mais ces opérations s'avèrent totalement inefficaces pour lutter contre et écraser la cause nationale des contestataires; c'est-à-dire cette volonté inébranlable et invincible d'être libre. Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent, semble dire le Président rwandais! Le peuple le hait parce le dictateur pense manifestement qu'il a droit de posséder des biens et des âmes, des droits de vie et de mort sur des millions de rwandais. Mais en réalité, qu'il affiche ou non le "recherché vivant ou mort" pour tous les chasseurs de primes, la majorité de la population rwandaise lui dit, à travers ses comportements insurrectionnels, que le combat pour la liberté et la démocratie à mener est à la hauteur des

horreurs subies par des millions de citoyens rwandais et congolais, tous victimes de la folie meurtrière de la soldatesque APR. Ces populations, éprises d'humanité et animées du seul désir de paix et de sécurité mutuelles, souhaiteraient en fait lui faire un procès juste et équitable! C'est ce seul espoir que l'on peut entretenir! Il ne s'agit pas d'être complaisant mais lucide. Quant un peuple se réveille et réclame la démocratie, la liberté et la justice pour assurer son bonheur et sa sécurité, les leaders politiques et militaires du régime dictatorial en place ont peur!

Le Président Paul Kagame et son entourage finiront un jour par être rattrapés par leur passé criminel. Plus de trois millions de morts (entre 1990-2000), dont plus de 200.000 réfugiés hutu exterminés dans l'Est de l'ex-Zaïre, et l'assassinat en moins de six mois de trois Présidents hutu ne resteront pas indéfiniment impunis. Les responsables sont bel et bien les leaders les plus puissants dont les dictatures qu'ils imposent aux populations civiles innocentes sont aussi paradoxalement les mieux protégées. Entre-temps, il est de bon ton de sacrifier l'exigence de réconciliation nationale dans un État de droit en privilégiant l'impunité et la barbarie des hommes politiques et du chef d'État qui causent des cauchemars aux Rwandais.

Bazigira Alphonse
Journaliste politique

Le RDR vous souhaite Meilleurs Voeux pour l'Année 2002

Chers compatriotes, Chers amis du Rwanda

L'année 2001 qui s'achève n'a rien allégé au lourd fardeau que le régime sanguinaire du FPR continue à faire porter au peuple rwandais. Le FPR a plutôt renforcé sa dictature en organisant en mars dernier, encore une fois, une mascarade d'élections des bourgmestres. Il a consolidé sa justice du vainqueur sur le vaincu en instaurant le système judiciaire GACACA qu'il est parvenu à vendre à certains pays occidentaux. Ceux-ci n'ont pas hésité à verser des millions et des millions de dollars pour soutenir cette juridiction qui sans doute fera l'objet, une fois de plus, de machinations des syndicats de délateurs.

A travers sa milice (Local Defence Force), le FPR se sert de l'insécurité pour continuer son agression dans le pays voisin, la RDC, où son système de pillage bien structuré a

été mis à nu par la commission des experts de l'ONU qui a démontré que la prédation est la seule raison du maintien des forces armées du FPR (APR) sur le sol congolais. Pendant ces douze mois qui viennent de s'écouler, le peuple rwandais a continué à subir toutes sortes d'humiliations du régime machiavélique du FPR. Le résultat de ce bilan négatif du FPR pour l'an 2001 est confirmé par la fuite persistante à l'étranger de personnalités politiques et d'acteurs économiques et sociaux.

Fort heureusement beaucoup de compatriotes prennent de plus en plus conscience de l'incapacité du FPR à gérer le pays. La plupart d'entre nous ont compris que le génocide du peuple rwandais dont le FPR a fait son cheval de bataille n'est qu'une échappatoire pour cacher son incompétence, étant donné qu'il n'a aucun programme

politique viable à proposer au peuple rwandais. Ceci est d'autant plus vrai que, malgré que la Communauté Internationale ait triplé son aide financière, la pauvreté dans notre chère patrie a atteint le plus haut sommet. Le résultat de cette prise de conscience du danger qui guette notre pays est la naissance des différentes organisations politiques ayant des idéologies politiques différentes, mais avec un objectif commun: l'instauration d'un État de droit au Rwanda. C'est pour cela que le RDR a soutenu l'initiative et le résultat de la rencontre de Edenbridge (Angleterre) du 28 octobre 2001 qui a réuni les groupes politiques de l'opposition et des associations de diverses sensibilités.

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous les rwandais et vous tous amis du Rwanda qui soutenez toutes les différentes initiatives qui tentent de trouver une solution aux problèmes que connaît notre pays.

Chers compatriotes, Chers amis du Rwanda,

L'an 2002 est une année décisive: c'est la dernière année de la période de transition du régime du FPR ! C'est pour cela que le FPR s'est précipité à mettre en place deux commissions: l'une chargée de rédiger une nouvelle constitution, l'autre chargée d'organiser des élections. Le RDR n'a jamais cessé de dénoncer ces actions de diversion du FPR qui ne visent qu'à consolider sa politique d'exclusion. Nous savons tous qu'aussi longtemps que la Commission chargée de rédiger la nouvelle constitution ne requerra pas l'avis de l'opposition, il ne fait aucun doute que la nouvelle Constitution sera taillée sur mesure et ne reflétera que les seules aspirations du FPR. Nous n'accepterons en aucun cas que cette "Constitution" nous soit imposée.

Quant aux élections, il est connu de tout le monde que, jusqu'à présent, seul le FPR a eu droit de présenter ses candidats et que rien ne lui fera changer de tactique lors des élections présidentielles du mois de juillet 2003, si nous restons bras croisés. C'est pour cela que, chers compatriotes, où que vous soyez dans le monde, je vous invite de vous transformer en libérateurs de notre pays. Je ne doute pas que des réflexions profondes ont été faites par

beaucoup d'entre nous pour trouver des solutions adéquates pouvant permettre à tirer notre pays du gouffre où il a été jeté par le régime criminel du FPR. Aujourd'hui nous sommes entrain de réclamer le dialogue inter-rwandais, mais le noyau dur du FPR ne l'acceptera pas si chacun de nous continue à faire cavalier seul. C'est pour cela, chers compatriotes, que je vous lance un appel pressant pour l'an 2002 pour constituer une masse critique capable de faire fléchir le régime dictatorial du FPR.

L'idée lancée depuis longtemps par la France pour organiser une conférence internationale sur la paix et la sécurité dans les pays de Grands Lacs d'Afrique Centrale est entrain de prendre la forme. Le RDR est convaincu qu'il n'y aura de paix durable dans cette région que si chaque gouvernement et les groupes qui lui sont opposés, qu'ils soient armés ou pas, de toutes tendances et sensibilités politiques, de l'intérieur comme ceux de la diaspora, de la société civile et des représentants des confessions religieuses, participent à cette conférence.

C'est pourquoi le RDR vous prie, vous chers amis du Rwanda, d'être les porte-parole de l'opposition exclue par le régime dictatorial du FPR pour que le RDR et les autres forces démocratiques soient impliquées dans les différentes initiatives qui tentent de trouver une solution aux différentes crises de la région des Grands Lacs, notamment dans cette conférence internationale, et pour que le dialogue inter-rwandais soit effectif. Nous comptons beaucoup sur vous.

Mettons-nous ensemble pour bâtir une société où tous les Rwandais, sans discrimination aucune, jouiront de leurs droits et libertés dans les domaines politique, économique, social et culturel.

Je vous souhaite tous de très bonnes fêtes de Noël et mes meilleurs vœux de Nouvel an.

Zevenhuizen, 21 décembre 2001

Victoire Ingabire Umuhoza, Présidente du RDR

Rwanda: quand l'ingérence étrangère impose une tyrannie excessive et suicidaire.

Comme on ne cesse de le marteler, l'avènement d'un régime doit traduire un ordre social, économique et politique non seulement nouveau mais surtout meilleur. Dans ce but, le Front Patriotique Rwandais (FPR) s'est effectivement emparé du pouvoir en juillet

1994 après quatre ans d'une guerre d'agression. Et, sans commune mesure, celle-ci fut meurtrière; une véritable source de tous les malheurs et de toutes les pauvretés. Sept ans après "le génocide reconnu formellement par les Nations Unies", ni la paix, surtout civile, ni la démocratie,

ni l'unité, ni la réconciliation, ni l'égalité des citoyens devant les juges et les tribunaux, rien n'est encore acquis au "Pays des milles collines". Le pays est devenu plus pauvre, plus misérable qu'il ne l'avait été auparavant. Ces valeurs-là sont toutes introuvables pour traduire cet avènement en un état d'âme de tout un peuple massacré, chassé, harcelé et diabolisé dans toute son errance et sa douleur, fuyant la solution finale des seigneurs de guerre. Et par voie de conséquence, les efforts louables du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), créé par les Nations Unies pour juger les présumés responsables de crimes de génocide, crimes de guerre et contre l'humanité, s'avèrent, pour certains, ne plus être une fin en soi. Ce pays n'était plus qu'un fantôme depuis la date fatidique du 6 avril 1994. Le Peuple Rwandais est tombé du rêve en cauchemar, en une tragédie sans nom.

Accusé en effet de nombreuses irrégularités, le Tribunal international est placé devant un dilemme. Devant un véritable chassé-croisé ! Car ayant son siège en dehors du Rwanda, ne pouvant ni prononcer ni exécuter des peines de mort et devant enquêter les crimes ignobles du FPR et de son régime pour juger leurs auteurs, ce Tribunal irriterait plus la dictature du FPR qu'il ne l'amuserait. C'est la déchéance parfaite d'un peuple conçue à l'étranger et encouragée par des ingérences étrangères qui, comme on le sait, brillent le plus souvent par le manichéisme que par la volonté et le devoir moral d'imposer la paix des braves sur l'atroce barbarie des seigneurs de guerre. Est-ce par autisme politique ou par solidarité dans un marché de dupes où même les États agressés, despotiques soient-ils, sont contraints de privilégier leurs propres raisons et logiques qui ne seraient nécessairement pas celles de tous les citoyens ? Le Rwanda a été et reste encore le théâtre de ce triste paradoxe devenu, sous d'autres cieux, "politiquement correct" depuis les conflits en Somalie, en Irak, dans les Balkans, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo (ex-Zaire), pour ne citer que ceux-là. Partout comme au Rwanda, on a tué et on tue parce qu'une certaine opinion publique accepte souvent que les paysans, qui ne souhaitent que des solutions adéquates aux conflits, payent la soif de revanche et de conquête aveugle du pouvoir. Le peuple rwandais, affamé et trahi, courbe l'échine devant des dupes, ces gens, hutu comme tutsi ou autres qui, pour tout détruire et légitimer leur usurpation du pouvoir, ne distinguent devant eux rien de bon ni de grand. Son ego meurtri, le peuple rwandais a encore du mal à croire ce qui lui est arrivé. Les ingérences étrangères n'ont-elles et ne sont-elles pas que des "alibi de l'inaction" dans la Sous-région des Grands Lacs où des millions de morts ne sont objectivement enregistrés nul part, et ce pour des raisons d'État ?

L'avènement du duo-duel Pasteur Bizimungu (hutu) et Paul Kagame (tutsi), tous deux membres du FPR avait fait croire aux non-initiés à l'alchimie politique rwandaise que les moments "de haine et de barbarie" étaient désormais

relégués au passé le plus révolu où chacune des deux ethnies, hutu et tutsi, se croyait forte et ce, chacune de son bon droit. Et quelle fut la déception de constater que les deux têtes de l'exécutif nouveau étaient plus tentées d'imposer la paix du "vainqueur sur le vaincu" en se mettant à l'avant-garde du monde dans une croisade contre les libertés civiles et politiques, les droits humains. Les plus lucides et les plus sceptiques ont vite compris que le général-major Paul Kagame, ce vice-président qui, pour avoir fait abattre l'avion présidentiel rwandais et précipité le Rwanda dans un chaos presque permanent, est depuis le seul à la commande jusqu'à mériter de la communauté internationale le titre d'"homme fort de Kigali" et les hommages de "leader de la renaissance africaine". Quelle ironie ! Plus de trente années de paix et de stabilité qu'avait, en fait, vécues le peuple rwandais lui ont été fatales. Son héroïsme patriotique dans ses valeurs de citoyens intègres, pacifiques et sans histoire, la sécurité - sa première liberté-, et la paix aux frontières; tout cela fut positif, mais le prix à payer fut le rejet, l'abandon et la déstabilisation à outrance. Tout cela, voyez-vous, fait penser aux années où le Rwanda et les Rwandais, avec leur politique d'apaisement et de bon voisinage et de ne compter en grande partie que sur leurs propres efforts, se sont déshonorés pour éviter une guerre qu'ils ont quand même eu et qui fut infiniment plus coûteuse. Ainsi la haine ethnique y ayant pointé son nez avant de déferler sur toute la région, à la force des armes de destruction massive, ne put répondre que la force des "machettes" comme l'histoire récente en a malheureusement donné la preuve cinglante. Pour le malheur de la population, ce conflit-là, avec son cortège de victimes et de malheurs, n'est pas prêt de disparaître. La communauté internationale estimait que tout allait bien, sauf bien entendu les exclus, c'est-à-dire beaucoup de monde.

Ni Pasteur Bizimungu, ni Paul Kagame, personne n'est parvenu à élever son action politique ainsi que l'idée que l'humanité entière se fait d'elle. Le Hutu et le Tutsi « pacésés¹ » pour conquérir par les armes le pouvoir se sont convenus de trahir toute une Nation. Ils ont accepté de le partager avec leurs alliés "hutu modérés" dans des négociations de paix. Mais ils n'avaient en tête que ce geste de paix n'était qu'un stratagème pour convaincre, d'une part, les paysans hutu jetés sur les sentiers de l'exil autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, à y croire et, d'autre part, les bailleurs de fonds à les soutenir et à financer leur "nouveau régime", présenté comme une alternative salubre et crédible. Le nettoyage politique opéré en interdisant certaines formations politiques, "pour des raisons évidentes", dit-on; à savoir le génocide (dont seraient responsables les partis du président assassiné

¹ Pacésés néologisme venant de "PACS" ou Pacte de Solidarité. Il s'agit d'une sorte d'unio ou mariage scellé à la Mairie entre deux homosexuels (lles).

Juvénal Habyarimana et de Martin Bucyana lapidé à mort par certains jeunes fanatiques "(libérateurs)" et certains "Jeunes tutsi" du Parti Libéral (PL) pour venger l'assassinat du charismatique leader Félicien Gatabazi), devait se poursuivre. Et ce, en limogeant ou en poussant à la démission une série de parlementaires nommés, de ministres et de premiers ministres dont celui désigné dans les Accords de Paix d'Arusha, Faustin Twagiramungu, ainsi que leurs plus proches collaborateurs. La raison fondamentale n'est pas cependant ce génocide dont le FPR est, à plus d'un titre, le responsable protégé. L'on sait que la raison est plus politique. Il fallait en effet empêcher le pluralisme politique à débattre et s'exprimer librement sur les plus difficiles problèmes- dont ce génocide- au sein d'un véritable gouvernement inclusif d'unité nationale et surtout à l'Assemblée Nationale de Transition, devenue depuis un parlement-croupion, où se succèdent et se distinguent des individus cooptés et des "soldats parlementaires", membres de l'actuelle armée gouvernementale (APR). Même si l'heure n'est pas à toucher à ce qui fâche, il est sans nul doute évident que l'ouverture du pouvoir aux nombreuses personnalités politiques, membres intègres des deux plus importantes formations politiques qui venaient d'être chassées du pouvoir, exemptes de tout soupçon de complicité, d'incitation directe et publique à commettre le génocide et des crimes contre l'humanité, aurait permis au Rwanda de sortir plus facilement et rapidement de la crise. Le nouveau pouvoir aurait accéléré, avec succès, le processus d'unité, de réconciliation nationale, de démocratisation et de reconstruction physique et morale du Peuple rwandais. Le génocide ne serait pas non plus devenu un instrument politique et diplomatique au service d'un État terroriste pour camoufler des massacres semblables et pour en commettre d'autres plus graves pendant et après ce génocide qui cimente davantage le complexe de culpabilité des populations "des milles collines" et de la sous-région des Grands Lacs. Ce spectacle politico-ethnique étouffe la thérapie politique collective, c'est-à-dire, cette mémoire collective, source de valeurs humanistes perpétuelles que transgressent, jour pour jour, les armées monoethniques tutsi. Ces armées et la communauté internationale ont échoué à donner aux pauvres paysans de la région l'espoir et la confiance car, une fois de plus, le mal n'a pas accéléré la venue du bien.

Avant leur divorce en Mars 2000, les deux « pacsés », Pasteur Bizimungu et Paul Kagame, ont pendant six ans effectivement cogéré le Rwanda. Mais ils ne l'ont pas co-guidé. La question qui se pose est de savoir comment ces deux hommes ont pu à la fois comprendre et prendre la responsabilité d'une sale guerre et ne pas savoir ce qu'ils devaient faire ensemble par la suite. Si ces deux « pacsés », véritables prédateurs de toutes les libertés du citoyen ont été consentants pour violenter et violer la Nation entière, pourquoi ne l'ont-ils pas été en ce qui concerne la gestion humaine et raisonnable de l'"après-guerre"? Et pourtant, la communauté internationale, avec sa vision

mécanique de la politique et de l'histoire, estimait que tout était bien réglé pour le peuple, sauf les exclus, c'est-à-dire, beaucoup de monde! Et tout allait si bien, Madame la Marquise! De cette façon, le pouvoir du FPR et ses soutiens extérieurs tirent profit du pire qu'ils ont provoqué et le pérennisent contre toute politique humaine. Comment alors cette communauté internationale, frappée au départ d'aveuglement, peut maintenant prétendre à la fois revendiquer, pour ce même peuple, le droit d'ingérence humanitaire, politique, militaire et /ou judiciaire, et avoir contribué à créer une situation où elle ne peut plus intervenir pour aider ou plutôt pour imposer la loi et l'ordre en refusant d'exercer cette ingérence alors qu'elle en a le droit et le devoir! N'ayant pas su demeurer hier très circonspecte sur les chances du règlement pacifique du conflit, cette communauté internationale, n'a pas encore l'intelligence du compromis démocratique qui permet une vraie et définitive sortie de crise et un vrai progrès au Rwanda. Le bricolage politique et diplomatique visant à fabriquer un nouveau pouvoir à Kigali, même si cela ne fut pas un cas isolé, a refait surface en République Démocratique du Congo (ex-Zaire). L'ingérence étrangère manque ainsi de projet sérieux pour aider à bâtir une politique intelligente dans toute la sous-région. Toutes les manœuvres en cours prouvent qu'il est en fait difficile de faire émerger un régime démocratique d'une minorité dans un pays qui n'en a que des bases fragiles. Et c'est cette communauté internationale qui préconisait hier "un plan d'action" devant définir pour les Afghans et l'Afghanistan un processus politique tenant compte de la diversité ethnique et tribale de ce pays. Sans vouloir cependant "talibaniser" la crise rwandaise, rien n'excuse plus un tel néant de la part de la communauté internationale et des deux compatriotes rwandais « pacsés » qui avaient si bien réussi à gérer leur sale guerre, parlant d'une même voix truffée de mensonges politiques et mobilisant tous leurs concitoyens "modérés", pour finir par imposer aux survivants, hutu et tutsi, la solution du pire. Comme si le ridicule pouvait tuer, ce peuple rescapé, qui sait et voit, pourrait, à brèves échéances, trouver dans leur carence une raison de se débarrasser d'eux. Son arsenal le plus terrible, c'est sa pauvreté et sa souffrance qui sourient.

L'ingérence étant, comme toute politique, un devoir moral, elle n'est pourtant que l'art du possible. Le cas du Rwanda l'a magistralement démontré. Avant de s'interposer, d'assumer le rôle de médiation ou de facilitation, avant d'exercer des pressions économiques et/ou politiques, la communauté internationale, y compris les "spécialistes de géopolitique et de géostratégie" et les médias, n'ont pas su examiner au préalable les rapports de force et, pourquoi pas, de nuisance à la base. Tous devaient en tenir compte dans leur propagande. C'est-à-dire les susceptibilités et les sensibilités profondes des populations rwandaises face aux "despotes éclairés (pouvoir en place)" d'une part, et d'autre part face à la coalition d'"opposants démocrates" et de "va-t-en guerre",

perçus comme alternative crédible. Ces susceptibilités et ces sensibilités propres aux Hutu et aux Tutsi n'ont pas été ménagées. Car gérer celles-ci au mieux est au Rwanda presque un métier! Il ne fallait pas en tout cas les froisser ou y contribuer! Tous ont estimé qu'un minimum d'analyse n'était pas nécessaire pour savoir où mettre le pied dans l'alchimie politique rwandaise de cette époque. C'est ainsi que les ingérences étrangères dans le conflit rwandais ont raté l'épreuve de vérité. Elles ont choisi tardivement de s'abstenir, filer à l'anglaise, faire ou laisser faire tuer des innocents pour venger des innocents et, après, revenir aider, voire imposer la loi et l'ordre du vainqueur quand les populations civiles prises entre les feux d'un conflit d'intérêts qui les échappent, avaient été massacrées et chassées, dans l'indifférence totale.

Ces ingérences ratent toujours la même épreuve de vérité quand elles croient et approuvent que les victimes de ce conflit sont d'une seule ethnie, qu'elles sont toutes des justes parce qu'elles sont des victimes qui ont cette chance de contrôler le terrain et le pouvoir. Or, l'expérience prouve qu'être des victimes ne suffit plus pour les défendre au détriment des innocents exclus. Car parmi les prétendues victimes se trouvent aussi des assassins! Cette conception est extrêmement dangereuse car elle procède du nettoyage politique susdit et du nettoyage ethnique dont tous les exclus, dans leur diversité politique et socio-ethnique, sont paradoxalement accusés. Non plus tous les exclus, "ces présumés assassins" n'ont pas forcément tous les torts. Mais cela ne suffit pas non plus à les laisser massacrer ou faire massacrer les autres. Comment y voir clair dans cet imbroglio infernal? Celui-ci requiert en fait d'intervenir en arbitres qui initient, voire qui imposent un compromis viable et non en militants qui épousent ouvertement ou discrètement la cause d'un groupe incapable de mettre fin au martyr réel ou supposé d'un peuple. De ce constat amer, Paul Kagame, Pasteur Bizimungu et leurs alliés, vivants ou morts, doivent se convaincre que la guerre seule n'est pas "la seule machine à fabriquer des héros". Ceux qui y ont toujours cru finissent par se faire cracher dessus par les peuples. Ceci vaut aussi aux diplomates rwandais qui défendent, auprès de cette même communauté internationale, les intérêts de la dictature mais qui, en même temps, affirment en coulisse que si d'aventure, dans le cadre de la rotation, la dictature protégée les rappelait au Rwanda, ils choisiraient la voie contraire; celle de l'exil.

Mais que reste-t-il du programme politique du Front Patriotique Rwandais, ancienne organisation politico-militaire tutsi et actuel régime dominé par la minorité tutsi? Rien ou presque rien. Si ce n'est qu'un nombre impressionnant de meurtres ethniques et d'assassinats politiques. Ceux-ci n'épargnent non plus certains citoyens occidentaux, "ces témoins indésirables" pris dans l'état d'un régime de terreur qui ne supporte pas leurs scrupules indéfiniment louables qui gênent. Il n'existe que ces procédures judiciaires incompatibles avec le respect de la

vie et de la dignité humaine. Il ne prolifère que ces pillages de biens socio-économiques et ces violations massives des libertés et des droits des citoyens. Comme en matière de santé, la politique du FPR ressemble, à maints égards, à ce régime médicamenteux dont "l'effet placebo" permettrait à une minorité de citoyens "malades ambulants" de survivre et aux exclus du système de disparaître sans histoire. Le succès relativement populaire du régime FPR, aux yeux de l'étranger, repose sur cette réalité qui traduit le fait que le pouvoir qu'il exerce et la morale ne font plus bon ménage. Il n'y a plus d'hommes qui incarnent une vision et un projet de société pour le Rwanda. Démis ou limogés, plusieurs "Hutu modérés", en débandade et en profond désarroi, en sont la manifestation criante. Pris en étau, ces citoyens modérés sont devenus "des hutu de service"; produits politiques vulnérables et périssables. Ils s'exilent et agrandissent les rangs de l'Opposition démocratique. Ils se dressent contre un régime qu'ils ont bâti sur les charniers de Hutu et de Tutsi, ces paysans qui, refusant l'adversité et le diktat de la bêtise humaine, n'avaient d'autres ambitions que la paix, la sécurité et l'aptitude de se remettre au travail de leurs champs.

Selon la pensée de Beaumarchais, cette nouvelle donne politique, "à la rwandaise", est aussi un bouleversement dans lequel chacun de ces deux hommes politiques, Pasteur Bizimungu et Paul Kagame, s'est cru fort et fin politique et se confirme être cette sorte d'"art de créer les faits, de dominer en jouant les événements et les hommes". Les dupes sont pris dans le piège qu'ils se sont tendus eux-mêmes! Une véritable action politique délétère dont profite le Président Paul Kagame! Ceux qui en résistent encore sont pris en étau et se compromettent dans un habillage politique d'actes illicites, illégaux et inhumains. Incapables de demander la régulation au plus vite, ils affichent la loyauté de bons citoyens qui aident la justice internationale et nationale à traquer les "présumés assassins" confondus avec tous les exclus du système. Ils espèrent ainsi traverser l'épisode sans dégâts, voire avec un certain bonus ou prime au courage ou au mea culpa collectif, sans mandat populaire. Ils oublient ainsi, eux aussi, que les cœurs brisés partout se ressemblent! Peuvent-ils comprendre, dans ces conditions et expérience aidant, qu'être complices de la mort et d'élimination complète de l'adversaire politique ou des gens de l'autre ethnie ne crée pas, dans l'immédiat, d'effet martyr ?

Le temps où tout le monde culpabilise tous les exclus pour cimenter la tyrannie des dupes doit expirer. L'émergence à l'étranger de plusieurs associations apolitiques (de défense des droits humains) et de formations politiques averties, armées ou non armées et l'insurrection silencieuse à l'intérieur ont pour objectif d'instaurer cette régulation démocratique. Car elles sont toutes convaincues que, pour le meilleur et pour le pire, la destinée du Rwanda en dépend. Certains Tutsi soupçonnés, à tort ou à raison, de s'écarter de "la légalité"

actuelle de par leur étiquette monarchiste s'exilent ou sont assassinés et leurs corps brûlés. L'explication officielle affirme que ces morts ne sont pas morts. Pour les officiers de l'Armée Patriotique Rwandaise, ils sont supposés en mission d'inspection des troupes présentes en République Démocratique du Congo ou en voyage d'affaires liées au coltan! Le pouvoir au Rwanda n'est plus exercé que par des gens capables de s'autodétruire en se conservant. Et le spectre de la guerre au Burundi voisin, quand il ne donne pas de frissons au général-président Paul Kagame et à son régime, sert de modèle pour consolider l'intégrisme politico-ethnique. Cette terrible annonce aussi la fin d'un règne, car non plus, ces nouveaux crimes ne rendent pas la dignité aux morts du printemps 1994.

Qu'on se rassure cependant. C'est l'Histoire qui fait les grands hommes (femmes). Le monde entier doit apprendre et surtout comprendre que "hutu et tutsi" sont deux mots qui focalisent une lointaine rancœur ancestrale alimentée au fur des siècles non pas par la condition individuelle du citoyen ordinaire tutsi ou hutu mais plutôt par l'idée du pouvoir dont se sont fait jadis "les élites politiques tutsi" et, plus actuellement, celle dont se font les élites politiques et intellectuelles, hutu et tutsi confondus! Paul Kagame et les autres qui s'appuient sur une minorité ethnique surarmée pour exercer ce pouvoir ou pour

réguler la société rwandaise, bloquent le peuple rwandais. Celui-ci, en quête de sa dignité et de son bien-être, voit ses leaders réduire sa véritable liberté. L'avènement du pouvoir du FPR fut donc un véritable événement que l'ingérence étrangère a salué de tous ses vœux. Mais cet avènement a tourné dans la confusion ceux qui s'en réjouissaient. La situation politique au Rwanda "post-génocide" est de plus en plus compliquée et confuse. Ce pays "génocidé" n'est pas tout à fait prêt à passer de l'économie de guerre à une économie de paix. Confronté aux insurrections internes et externes, le pouvoir violent du FPR ne compte plus que sur son engagement politique et économique aux côtés des « realpolitik » extérieurs qui lui permettent de tenir son cynique agenda national et régional. Cette "real politik internationale", loin de la réalité locale et régionale, s'imisce partout, ruine les ressources économiques et installe la tyrannie dont sont victime la plupart des Africains francophones de la sous-région. Et "les excès de la tyrannie ne mènent qu'à la tyrannie; celle-ci en nous dégradant nous rend incapables d'indépendance", affirme Chateaubriand.

Aphonse Bazigira
Journaliste politique.

Le RDR présente ses condoléances attristées au gouvernement et au Peuple Congolais

Le peuple rwandais en lutte pour la démocratie, la liberté et la justice, bases d'une véritable paix durable au Rwanda et dans toute la région des Grands Lacs, a été horrifié par la perte de vies humaines et de biens matériels suite à l'éruption du volcan Nyiragongo qui a détruit une partie de la ville de Goma. Cette catastrophe naturelle vient empirer la situation déjà précaire d'une population très éprouvée par trois années de guerre et d'occupation illégale du territoire congolais par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) qui ont occasionné plus de 2,5 millions de morts et d'importantes pertes matérielles. Nous présentons nos condoléances attristées au gouvernement et, à travers lui, au peuple congolais. Nous exprimons particulièrement notre sincère compassion à ceux qui ont perdu les leurs et partageons la désolation de ceux qui ont perdu leurs biens dans cette catastrophe naturelle.

La population rwandaise réfugiée dans les provinces du Kivu, à l'est de la République Démocratique du Congo (D.R.C), entre 1994 et 1996 garde en mémoire le bon accueil et la générosité de la population congolaise. Nous connaissons bien les gens de Goma, accueillants, hospitaliers, joyeux et champions du partage dans le malheur. Ils ont eu l'occasion de nous le prouver pendant

plus de deux ans d'exil dans les moments difficiles. Nous regrettons beaucoup de ne pas avoir pu le leur rendre à cause des mauvaises institutions du régime dictatorial du général Paul Kagame, de ses valets du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), de son armée d'occupation APR et de sa milice LDF (Local Defense Force) omniprésentes à Gisenyi, pillardes et terroristes.

Nous avons été profondément choqués par le mauvais accueil réservé par le régime du général Paul Kagame à nos frères et soeurs congolais sur le sol rwandais: non assistance à personnes en danger, propension à ériger des barrières et des camps d'internement, pillage de biens personnels, taxation de services rendus aux réfugiés à prix coûtants, tueries des gens soupçonnés d'appartenir aux groupes d'autodéfense populaires Mai-Mai en lutte contre l'occupation illégale de l'Est du Congo par l'APR. Le RDR prend solennellement cette occasion pour assurer au gouvernement et au peuple congolais que ce n'est pas le peuple rwandais en tant que tel qui a réservé un mauvais accueil à nos frères et soeurs congolais mais le régime dictatorial et criminel du général Paul Kagame. Le peuple rwandais, qui souffre des affres de la guerre injuste et de la misère lui imposées par le général Paul Kagame depuis

octobre 1990, dénonce et condamne énergiquement les actions cyniques et criminelles du gouvernement auto-proclamé du FPR non seulement au Rwanda mais aussi dans toute la région des Grands Lacs africains.

Occupés à piller les ressources naturelles et autres de la République Démocratique du Congo et sans aucun souci pour le bien-être de la population, le régime de Kigali et ses valets du RCD ont sciemment mal géré le système d'alarme et ignoré tous les signaux annonciateurs de la catastrophe. Si le système d'alarme avait été bien géré, il n'y aurait pas eu autant de pertes de vies humaines et les dégâts matériels auraient pu être minimisés. Le régime de Kigali et le RCD ont bloqué toute information au public, empêchant ainsi que les dispositions utiles d'évacuation organisée des zones à être touchées soient prises ; ce qui a causé la mort de plusieurs personnes et causé d'importants dégâts matériels. Ce cynisme, pratiqué en tant que politique d'état par le régime de Kigali, ne nous étonne pas ; ses méthodes criminelles de gouvernement sont de plus en plus connues de par le monde.

Nous remercions toutes les organisations humanitaires, tous les pays et organisations internationales qui ont apporté leur aide à nos frères et sœurs congolais de la région de Goma. Bien que la menace de nouvelles éruptions volcaniques soit écartée pour le moment, la population congolaise a toujours besoin d'aides et continue de beaucoup souffrir de la guerre lui imposée par le dictateur rwandais Paul Kagame qui maintient toujours son armée pillarde au Congo en violation du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Accord de paix de Lusaka pour la RDC. Le général Paul Kagame leurre l'opinion internationale en arguant que la présence de l'APR au Congo vise à prévenir les attaques éventuelles des rebelles rwandais. Cependant, si cela était vrai, l'APR serait

déployée le long de la frontière et non dans les riches zones minières à l'intérieur du Congo. Si la présence de l'APR au Congo visait réellement à contrer les attaques des rebelles rwandais à partir du Congo, le général Paul Kagame ne refuserait pas le retrait de son armée de la RDC et le déploiement des casques bleus de l'ONU le long de la frontière séparant les deux pays. En réalité, la présence de l'APR au fin fond du Congo vise uniquement à piller les richesses naturelles et autres de ce pays. La guerre a éclaté en RDC en août 1998 ne pas suite à une attaque des rebelles rwandais à partir du Congo mais suite au changement d'alliances par le feu Président Laurent Désiré Kabila qui a ordonné le retrait immédiat des troupes rwandaises pillardes qui l'avaient aidé dans son accession au pouvoir ; l'APR a alors refusé d'obtempérer à cet ordre de retrait et a déclaré la guerre au pouvoir de Kinshasa.

La guerre en RDC a déjà fait plus de 2,5 millions de morts en trois ans et d'importants dégâts matériels. Ceux-ci s'ajoutent aux 400000 réfugiés Hutus massacrés par l'APR en RDC en 1996-1997. Pour favoriser le retour rapide de la paix et le respect du droit international dans les Grands Lacs, le RDR réitère sa demande aux Nations Unies, en particulier au Conseil de sécurité, aux pays membres de l'Union Européenne, au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique et aux pays membres de l'Union Africaine d'imposer un embargo sur les armes à destination du Rwanda, de suspendre toute coopération militaire avec l'APR, de couper leurs aides financières et autres au régime odieux du FPR aussi longtemps que son armée continuera à occuper illégalement le territoire congolais et d'étendre le mandat et la compétence du Tribunal International pour le Rwanda aux crimes commis en RDC après 1994.

Emmanuel Nyemera, Vice-Président du RDR

Mettre fin à la confusion des Pouvoirs

Une des approches pour sortir le Rwanda de la crise.

La démocratie, ce «pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple» commence avec la distinction de ces trois postulats classiques. Quand ceux-ci sont confondus, cela traduit la fin de la démocratie et le pire des malheurs des citoyens. Or, au Rwanda, la démocratie fut, quand elle n'existait pas du tout, un canard boiteux, avant de mourir lors de l'avènement du régime du Front Patriotique Rwandais en juillet 1994.

Sous le régime féodo-monarchique (période antérieure à 1959), l'élite politique tutsi a adopté et exercé un système de concentration qui a sacralisé l'exclusion et les malheurs de la majorité hutu. La Révolution Sociale de 1959 a mis fin à la servitude et à la légitimation de la domination mythique de l'ethnie tutsi sur le reste du Peuple rwandais. Elle a permis la

mise en place d'institutions modernes, basées sur les postulats classiques de la démocratie et le principe de la séparation et de l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. La première République fut marquée par des activités politiques de quatre formations politiques : le Mouvement Démocratique Républicain (MDR-PARMEHUTU), l'Union Nationale Rwandaise (UNAR), l'Association pour la Promotion Sociale de la Masse (APROSOMA) et le Rassemblement Démocratique Rwandais (RADER). Même l'ethnie Twa, minorité des minorités, avait son propre parti politique, ARADETWA.

La conjoncture politique troublée qui a prévalu de 1960 à 1967 (incursions des féodo-monarchistes exilés dans les pays limitrophes, Tutsi et Hutu confondus) a radicalisé le nouveau régime démocratique. Celui-ci, en vue de combattre l'«ennemi de

la Révolution et de la République», a pratiqué «une politique de criminalisation» non contre toute l'ethnie tutsi mais contre tous ceux qui, de près ou de loin, travaillaient en intelligence avec les «Ingangurarugo ziyemeje kuba ingenzi (inyenzi)», nom de guerre que se sont attribués tous les nostalgiques du pouvoir féodomonarchique et en tête le Mwami Kigeli V Ndahindurwa, actuellement en exil aux Etats-Unis d'Amérique. Le climat de méfiance interethnique entretenu par cette donne politique a, dit-on, basculé dans une politique d'exclusion de l'élite intellectuelle tutsi, notamment de l'administration territoriale, des services de sécurité et de l'armée. Ce climat de violences politiques larvées signa très rapidement le certificat de décès de l'UNAR. Tandis que l'APROSOMA et une faction du RADER furent phagocytés par l'imposant parti majoritaire MDR. Dès 1965, ce parti, sans concurrent en face, devint un Parti unique de fait, consacrant la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme (Président de la République) et réprimant tout courant contestataire qui voulait naître en son sein. Dans ce nouveau climat de malaise politique, le régime n'a pas pu se régénérer jusqu'aux troubles socio-ethniques de fin 1972 à début 1973, sur fond d'«un génocide contre les Hutu» du Burundi voisin. Le gouvernement Tutsi de ce pays venait d'éliminer systématiquement 200.000 à 300.000 Hutu en une période de 6 mois. Un génocide totalement oublié! Au Rwanda, où le Président «fatigué» voulait modifier la Constitution pour s'offrir un autre mandat; le prétexte fut trouvé par les hommes en uniformes dont la considération sociale n'était pas non plus au beau fixe. Un «coup d'État sans effusion de sang» porta au pouvoir, le 5 juillet 1973, le Général-Major Juvénal Habyarimana, un Hutu nordiste, en remplacement de Grégoire Kayibanda, «Père de l'Indépendance», un Hutu sudiste du centre.

La deuxième République proclama la «révolution morale» et la politique de coexistence pacifique des ethnies. En 1975, le Président Juvénal Habyarimana, plutôt que de relancer le pluralisme politique, décréta le monopartisme de droit en fondant le 5 juillet 1975 le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (MRND), «creuset de l'unité nationale, de la paix et du progrès économique et social». La paix civile, ou plutôt la paix ethnique, fut la règle d'or! En 1978, après cinq ans de pouvoir militaire, le Parti unique dota le pays d'une nouvelle Constitution taillée sur mesure et transforma la Société rwandaise en une Société collective dirigée à «la nord coréenne». «La démocratie responsable», les travaux communautaires de développement, le culte de la personnalité, l'argent, le pouvoir absolu autour d'un homme et de ses courtisans et la moralité douteuse de certains dirigeants, tous les ingrédients furent réunis pour faire pourrir un régime de «despotes éclairés». En 1980, les mécontents, sous prétexte que le régime faisait la part belle aux Tutsi, remirent en question la politique du système Habyarimana qui aurait mérité, en démocratie, une déchirure autre que l'exil du principal pilier de la 2^e République, le Colonel Alexis Kanyangwe, supposé d'avoir fomenté un coup d'Etat. La politique d'équilibre ethnique mise en vigueur s'est poursuivie mais dans une logique plus subtile de contrôler, dans tous les secteurs de la vie nationale, l'excédent de Tutsi au-delà de leur poids numérique national de plus ou moins 9% contre les 90% de Hutu et le 1% de Twa. C'est ainsi que, fustigeant la politique de «discrimination positive» qui établit que, sous le régime Habyarimana, le commerce était dans les mains des Tutsi à 80%, que dans l'enseignement la même ethnie tutsi était la plus scolarisée, que plus ou moins 60% du personnel de l'enseignement secondaire et supérieur était tutsi et que par ailleurs dans tous les autres secteurs de la vie nationale, l'ethnie

Tutsi avaient dépassé la proportion de 20%*, le FPR a justifié sa lutte armée pour libérer les tutsi. Cette politique des quotas ethniques, une des armes de la propagande du FPR contre le régime Habyarimana, selon laquelle l'ethnie tutsi était «objet de discrimination intolérable au Rwanda» ne pouvait et ne peut en aucun cas justifier une guerre qui fut si coûteuse en vies humaines, Hutu et Tutsi confondus, l'équilibre régional adopté et exécuté par le Gouvernement selon des critères subjectifs et mal définis, dont la population préfectorale. Le problème des réfugiés tutsi les plus vieux de la planète, deuxième casse-tête politique sous le régime Habyarimana, furent des thèmes de propagande dont se sont servis tous ceux qui nourrissaient l'ambition excessive de prendre le pouvoir par défaut, sans mandat populaire.

Les réfugiés tutsi, incapables d'intégration mais capables d'entrer dans le jeu d'influence dans les pays voisins du Rwanda contribuèrent à faire et défaire, depuis des décennies, les pouvoirs en place notamment au Burundi et en Ouganda. Au Zaïre du Maréchal Mobutu, les Tutsi, réfugiés rwandais, naturalisés, ou «Zaïrois» (faux zaïrois ou zaïrois d'origine rwandaise) ont infiltré, grâce au trafic d'influence (argent et sexe) tous les sommets du pouvoir. La guerre ethnique est larvée entre Batutsi-Banyamulenge et Bahutu, tous ou presque d'expression rwandaise. Le pavé était toujours dans la marre au Kivu et dans la capitale Kinshasa. En Ouganda, les réfugiés Tutsi ont été persécutés par différents régimes ougandais, notamment celui de Milton OBOTE, pour crimes d'ingérence dans les affaires intérieures du pays. Les jeunes réfugiés tutsi décidèrent de participer dans la guérilla de Yoweri Museveni, un hima, ethnie proche des tutsi. En contrepartie de cet engagement, Museveni leur promit de les conduire au pouvoir à Kigali. De 1980 à 1988, la guérilla et le pouvoir de Museveni leur permirent de se préparer sur le plan militaire et politique et de mettre en place des réseaux de contact régionaux, internationaux et à l'intérieur du Rwanda pour isoler et miner, selon eux, «le régime raciste et régionaliste hutu», incarné par Juvénal Habyarimana. Le plan d'action pour la résolution définitive du problème des réfugiés rwandais en Ouganda, mise en place par l'Accord quadripartite conclu le 30 juillet 1990 entre le Rwanda, l'Ouganda, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et l'Organisation de l'Unité Africaine devint caduc le 1^{er} Octobre 1990, date de l'agression armée contre le Rwanda par le FPR/NRA

Assoiffés de pouvoir et de revanche et oubliant que toute guerre est un crime contre la paix et génératrice de malheurs du Peuple, les réfugiés Tutsi, dont certains étaient par ailleurs membres et commandants de l'Armée du Président ougandais Museveni, rebaptisés INKOTANYI (combattants impitoyables), déclarèrent la guerre contre le Rwanda, ce 1^{er} Octobre 1990. «Démocratiser le pays, rapatrier les réfugiés Tutsi, éradiquer l'impunité et la corruption, et libérer l'ethnie tutsi «objet de discrimination intolérable», tous les prétextes furent également trouvés pour légitimer devant l'opinion nationale et internationale un conflit armé, raciste et ethnique de reconquête du pouvoir au Rwanda et d'hégémonie régionale. Le Rwanda, moralement et physiquement détruit, vit depuis, sans discontinuer, l'une des époques tragiques de son Histoire. Le pouvoir issu de cette guerre siège sur des hécatombes patriotiques! Le héros de cette guerre des «patriotes» est cependant incapable de trouver un ton rassembleur sur tous ces dossiers, plus idéologiques, y compris ceux des acquis sociaux.

Le Régime du FPR promet actuellement l'impunité de sa politique et de ses dirigeants. Une certaine opinion reste fidèle à la vocation de ce régime et continue d'être le porte-parole des victimes choisies par elle et contre l'action efficace pour quantité d'hommes et de femmes dont l'indignation, si elle est restée isolée, se heurte à la toute puissance de l'Etat criminel de son Peuple. Le système juridique n'existe plus. Il a cédé la place à l'incurie et à l'arbitraire de l'appareil militaro-policiier. Le Tribunal Pénal International pour le Rwanda qui, dès sa création par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, avait suscité l'espoir et l'optimisme du Peuple Rwandais, joue un jeu hypocrite quant au jugement des responsables du FPR/APR qui ont commis des crimes de guerre, crimes contre la paix, crimes contre l'humanité et actes de génocide. La confusion des pouvoirs et les rivalités entre juges n'aident pas à la transparence du droit. Le Président du Rwanda, épris de pouvoir, d'enrichissement illicite et de violence politico-ethnique, est un autocrate absolu qui a droit de vie et de mort sur les citoyens. Le Gouvernement a en son sein des « Hutu modérés », véritables poupées de ministres devant répondre devant un Parlement-croupion où siègent des députés ex-maquisards, et des soldats de l'APR cooptés ainsi que des Hutu réduits au rôle de courtisans ventriotes, susceptibles de disparaître comme des outils qu'on jette après usage utile.

Dans ces conditions, on ne peut parler ni d'Etat de Droit ni de jurisprudence qui gagne en unité, de système judiciaire qui excelle en cohérence, de justiciable qui croit en l'équité. Restaurer l'Etat de Droit, respecter le pluralisme politique, refuser tout pouvoir issu des armes, d'un coup de force ou des guerres est un impératif incontournable. Le Rwanda a besoin d'une loi fondamentale (constitution) négociée, à travers un débat contradictoire à tous les niveaux de la Société pour devenir un outil au service de la démocratie et de l'intérêt général. Une Loi qui est l'expression d'un réel rapport de forces politiques, une Loi qui force le respect scrupuleux de l'Etat de Droit et des principes fondamentaux fixés par la Constitution, une sorte de bible de la République, inviolable par les deux pouvoirs exécutif et législatif. Une Constitution qui n'est adaptable que par le Peuple lui-même. En effet, l'état de Droit, c'est la Loi. Or au Rwanda, l'esprit des lois s'est envolé depuis que le FPR émanation d'une armée étrangère et composé de maquisards tutsi, membres de cette même armée étrangère, la NRA Ougandaise, a violé les frontières d'un pays souverain pour le conquérir et le gérer en occupant et non en citoyens patriotes. L'annulation du drapeau national, de l'hymne national et de la devise du pays et

du Peuple par un homme illustre ce dérèglement des mœurs institutionnelles au Rwanda du Général Paul Kagame. Le Rwanda est ainsi voué à être en contradiction avec sa Loi fondamentale selon l'humeur du Chef de l'Etat qui, du haut de la tribune, semble dire que réadapter la Constitution sans interroger le Peuple ne peut pas trahir le fondement même de la démocratie et de l'Etat de Droit.

Le Peuple Rwandais a besoin d'une Constitution qui permet d'améliorer considérablement la qualité des textes de loi et de la jurisprudence administrative existants - que le régime du FPR n'a jamais respectés- et qui écartent la prolifération des conflits des pouvoirs entre, d'une part les magistrats et les dirigeants, les magistrats et les «élus» du peuple, et d'autre part entre les dirigeants et les «élus» du Peuple. Des conflits que menaceraient les uns et les autres du pire des dangers qu'est l'arbitraire vécu au quotidien. Je suis de ceux qui sont convaincus que, quand la Loi n'est plus raison d'Etat, toute la Société finit par se désintéresser de son Contrat social; bref de s'affranchir de la Loi fondamentale et d'ignorer les droits et devoirs de chaque citoyen. Le Peuple rwandais en a assez de ses dirigeants, non élus sur un mandat de probité et de transparence, qui ne lui servent pas d'exemple. Le malaise politique qui, au Rwanda, vient du malaise social généralisé, de la cruauté toujours légitimée au nom d'une certaine Morale, accroît l'insécurité et l'arbitraire des services chargés de veiller à la sécurité des institutions et du Peuple.

Alphonse Bazigira
Journaliste politique

**Voir, Bangamwabo François-Xavier et al., «Les Relations interethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'Octobre 1990. Genèse, soubassements et perspectives». Editions Universitaires, Ruhengeri, 1991.*

ABONNEMENTS

12 numéros :

Europe : FBE 500 OU FF 85 OU DM 25 OU USD 15

Amérique (USA- Canada) : USD 50 ;

Rwanda, Tanzanie, Burundi, RDC, Kenya, Ouganda: USD 45

Abonnement de soutien :

FBE 5000 ou FF 850 ou DM 250 ou USD 150 ;

Prix au Numéro :

50 FBE ou 8,5 FF ou DM 2,5 ou USD 1,5

Païement et abonnement :

S'adresser au Comité de Section du RDR dans votre pays de résidence,

demander information à RDR-information à l'adresse E-Mail : info@rdrwanda.org